



Le pouvoir d'achat baisse

Qu'en pensent les économistes ?

ANDRÉ BABEAU

LesEchos
EDITIONS

EYROLLES

Après avoir crû rapidement pendant les Trente Glorieuses, le pouvoir d'achat des Français a vu sa croissance se ralentir très fortement depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui, là où les statisticiens voient encore souvent une progression, les intéressés ont au contraire le sentiment d'une **stagnation** ou d'un **recul**.

Les statistiques officielles ont-elles toujours raison ? Sous l'expression simple de « pouvoir d'achat », qui parle à chacun de nous, se cachent en fait de **réelles difficultés de mesure** d'une évolution politiquement sensible.

Les évolutions de longue période font ressortir l'alourdissement du poids du **logement** et du **coût des transferts sociaux**.

Pour l'avenir, la reprise de la croissance du pouvoir d'achat des Français reste conditionnée par la réalisation de sérieuses réformes. Cette reprise n'est probablement pas pour demain ; plutôt pour après-demain, si nous nous y attelons dès maintenant.

ANDRÉ BABEAU a enseigné aux Universités de Lille, Paris-Ouest et Paris-Dauphine. Ancien directeur du CREDOC (1978-1984) et du Centre de Recherche sur l'Épargne (CREP), il a été conseiller scientifique du BIPE de 2002 à 2011. Il est administrateur de l'Institut d'Éducation Financière du Public (IEFP) auprès de l'Autorité des marchés financiers.

www.editions-eyrolles.com
www.lesechos-editions.fr

DANS LA MÊME
COLLECTION



Code éditeur : G55377 | ISBN 978-2-212-55377-2
Couverture : www.loaloua.net



Le pouvoir d'achat baisse



Le pouvoir d'achat baisse

André BABEAU

LesEchos
EDITIONS

EYROLLES

Éditions Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75240 Paris Cedex 05
www.editions-eyrolles.com

Les Echos Editions
Groupe Les Echos
16, rue du Quatre-Septembre
75112 Paris Cedex 02
www.lesechos-editions.fr

Mise en pages : Istria

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Groupe Eyrolles, 2012
ISBN : 978-2-212-55377-2

SOMMAIRE

Introduction. Quand le pouvoir d'achat des enfants
était supérieur à celui des parents.....7

PARTIE I. COMMENT MESURE-T-ON LE POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS ?

Chapitre 1. Le pouvoir d'acheter quoi ? 15

Chapitre 2. La difficile mesure du « pouvoir d'achat » .. 25

Chapitre 3. Pourquoi votre niveau de vie est-il supérieur
à votre pouvoir d'achat ? 39

Chapitre 4. Quand nous nous comparons
aux autres pays. 45

PARTIE II. DERRIÈRE LES MOYENNES, LES DIFFÉRENCES

Chapitre 5. Inégalités et pauvreté en France
et ailleurs..... 57

Chapitre 6. Pourquoi vous ne croyez plus à ce que
vous disent les statisticiens ?.....71

Chapitre 7. Que reste-t-il après les dépenses
obligatoires ?..... 83

Chapitre 8. L'évolution du pouvoir d'achat selon l'âge. . 93

Chapitre 9. Les différences de pouvoir d'achat
par groupes sociaux. 105

Chapitre 10. Les incertitudes de la prochaine
décennie.....115

Conclusion..... 129

Index..... 133

Introduction

QUAND LE POUVOIR D'ACHAT DES ENFANTS ÉTAIT SUPÉRIEUR À CELUI DES PARENTS...

À la fin de l'année 2011, plus d'un Français sur deux anticipait une baisse de son pouvoir d'achat à un horizon assez proche. Étaient en particulier évoqués des hausses de prix comme celle du gaz ou du pétrole, des hausses d'impôts, mais aussi des facteurs plus généraux comme les conséquences de la perte de la notation triple A pour les emprunts de l'État français. Ce souci de l'évolution du pouvoir d'achat est antérieur à la crise de 2007 ; il a accompagné nos concitoyens tout au long des premières années du siècle présent, les dernières années de croissance notable remontant à la fin du xx^e siècle.

Pour replacer dans un plus large contexte cette lancinante préoccupation, qui ne concerne d'ailleurs pas que les Français, mais les touche beaucoup, un peu d'histoire n'est pas inutile.

Avant l'économie marchande, on parlait de subsistance ; depuis son avènement, c'est-à-dire depuis plus de deux siècles, on parle de pouvoir d'achat. Jadis, la subsistance dépendait pour beaucoup de l'autoproduction : les foyers – en majorité ruraux – consommaient très largement ce qu'ils produisaient, quitte à présenter l'excédent, s'il y en avait un, sur des marchés restreints. Le mouvement d'urbanisation et l'exode rural, si importants en France au xx^e siècle, ont réduit l'autoconsommation à peu de chose, même si de nombreux Français bricolent ou font leur jardin. Les achats de biens et de services sont désormais à l'origine de la quasi-totalité de la consommation des ménages. D'où l'importance du pouvoir d'achat et de son évolution, qui dépend certes du revenu de chacun, mais aussi des évolutions de prix des différents produits concernés.

Grosso modo, au cours de ces deux derniers siècles, le pouvoir d'achat des ménages s'est accru continûment, sinon régulièrement : les deux premiers tiers du xix^e siècle¹ et le troisième quart du xx^e siècle ont ainsi été des périodes de croissance particulièrement rapide (entre 2 et 4 % par an). Cette évolution tendancielle est entrée dans les esprits, si bien qu'en France, au sortir de la période des « Trente Glorieuses » (1945-1975), on pensait que le pouvoir d'achat des enfants serait toujours supérieur à celui de leurs parents. L'idée d'un progrès matériel continu était ancrée dans les mentalités.

1. Lévy-Leboyer, M., *La croissance économique en France au XIX^e siècle*, *Annales Économies, Sociétés, Civilisations*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, année 1968, pages 788-807.

La mise en place, dans la plupart des pays avancés, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale d'une protection sociale efficace était, bien sûr, un élément important de ce progrès constaté, bien qu'il soit hors marché. Cette protection avait concerné les retraités, dont le niveau de vie en France s'est beaucoup amélioré après 1960. Elle a porté aussi sur la mise en place d'un système d'assurance maladie qui est devenu progressivement universel. Enfin, quand le taux de chômage a commencé à s'élever dans notre pays alors que la croissance ralentissait dans le dernier quart du siècle dernier, les indemnités prévues sont venues jouer ce rôle de « stabilisateur automatique » du pouvoir d'achat, qui permet d'amortir les conséquences des crises.

Quant à la mondialisation de l'économie si présente maintenant dans nos esprits, il y avait déjà eu, dans les premières années du siècle dernier, un premier épisode de ce type. La Grande-Bretagne en était l'acteur principal, mais la France et d'autres pays avancés y avaient participé. Cette mondialisation restait cependant limitée, dans son champ géographique comme dans ses conséquences. La seconde mondialisation à laquelle nous assistons depuis environ un quart de siècle est d'une tout autre ampleur et a des conséquences beaucoup plus générales. D'un côté, elle augmente notre pouvoir d'achat en nous proposant des produits peu chers, « *made in China* » ou ailleurs. De l'autre, elle menace nos emplois et met nos salaires en concurrence avec les travailleurs du monde entier.

Au cours de la dernière décennie, toutes ces tendances ont été confrontées à la survenue de deux crises : la première, en 2001-2002, liée à l'éclatement de la bulle boursière Internet, coup de semonce dans un ciel apparemment serein (on vivait en effet dans une période de « grande modération » caractérisée par une période de croissance, non pas forte, mais assez stable), fut assez vite circonscrite ; la seconde, en 2007-2008 – aux conséquences encore difficilement prévisibles – a eu pour détonateur l'endettement pervers des ménages américains, mais son déroulement a finalement révélé que, dans de nombreux pays avancés, l'endettement public avait été excessif depuis des décennies.

Ralentissement probablement durable de la croissance et remise en cause de l'État providence tel qu'il a fonctionné depuis un demi-siècle, mondialisation de l'économie à l'origine de délocalisations de la production et de pression sur les salaires des travailleurs moins qualifiés, déséquilibres financiers des États de nature à les rendre incapables de jouer le rôle qui leur était imparti d'assureur en dernier ressort, autant de facteurs qui font plus que légitimer l'interrogation des citoyens des pays avancés, en l'occurrence des Français, sur l'évolution à venir de leur niveau de vie. Continuera-t-il de progresser, fût-ce à un rythme ralenti ? Va-t-il stagner dans le cadre d'une économie devenue « stationnaire » ? Ira-t-il jusqu'à reculer, les enfants devenant moins riches que leurs parents, avec de ce fait un rapide rapprochement avec ceux des pays que nous appelions encore naguère « sous-développés » et

dont certains voient leur niveau de vie régulièrement progresser ?

Au cours des années récentes, des maladroites ont été commises en matière de communication concernant la réalité même de la croissance du pouvoir d'achat des Français. On a mis en avant des indicateurs qui n'avaient qu'un lointain rapport avec ce qu'on peut communément appeler pouvoir d'achat des particuliers. De même, en matière politique, certains engagements ont paru avoir été pris à la légère quant à l'évolution du pouvoir d'achat. Ce résultat n'est guère une variable de commande entre les mains d'un gouvernement. Dans ce domaine, pour l'ensemble de l'économie, ce dernier peut certes prendre des engagements de moyens : faire tout ce qui est en son pouvoir pour favoriser la croissance du pouvoir d'achat (indexation des retraites, maintien du salaire réel des fonctionnaires, etc.) ; mais il ne peut, à l'évidence, en aucun cas, prendre un engagement de résultat, car celui-ci dépend d'un trop grand nombre de variables sur lesquelles il n'a aucun pouvoir direct (conjuncture internationale, taux de chômage, augmentation des prix de l'énergie, etc.). Significativement, la campagne présidentielle 2011-2012 est plus avare de promesses que les précédentes quant à l'évolution du pouvoir d'achat, bien que ce thème fasse partie de tous les discours.

Pouvoir d'achat et niveau de vie constituent au demeurant des notions dont les tentatives de mesure rigoureuse sont relativement récentes. Les méthodes actuellement utilisées sont encore susceptibles de